


Lundi 9 avril 2012

l'étincelle*

CTR
Renault
Rueil

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

Interdire les licenciements ? Oui c'est possible !

Pas de trêve électorale qui tienne pour le patronat. Les plans de licenciements se succèdent sous toutes les formes possibles, dans tous les types d'entreprises.

Par une explosion des ruptures de contrat dites hypocritement « conventionnelles » ; par des ventes d'entreprises à prix symbolique à des magouilleurs connus pour liquider les boîtes rachetées au bout de quelques années comme c'est actuellement le cas à Arkéma, le groupe de la chimie, qui compte céder pour un euro son pôle vinylique au repreneur voyou Gary Klesch ; par des annonces générales de suppressions d'emplois dont le détail est repoussé après les élections comme à Air France ; par des fermetures de sites ; par un arrêt pur et simple de la production comme à Florange où le haut-fourneau est à l'arrêt pour une durée indéterminée, et ainsi de suite.

Tous ces licenciements, qui ravagent les familles ouvrières ou parfois des régions entières se font au nom de la compétitivité de l'industrie française prise dans les tourments de la crise. Pourtant comme le note un éditorialiste des *Échos*, journal des milieux d'affaires, « *un constat s'impose : alors que le pays est à la peine, la plupart de ses fleurons ne connaissent pas la crise* ». Traduit de la langue patronale : quand la classe ouvrière trinque, la bourgeoisie se régale. Les groupes du CAC 40 ont ainsi reversé 35,8 milliards de dividendes aux actionnaires en 2011, une part toujours plus importante des profits au détriment des salaires et de l'emploi.

Stopper cette litanie de licenciements par leur interdiction est une nécessité vitale pour l'ensemble des travailleurs. Et cela ne dépend pas d'un résultat électoral.

Interdire les licenciements par une lutte d'ensemble des travailleurs

Une lutte qui lierait entre elles les multiples combats dispersés qui existent déjà, dans la métallurgie, la chimie, le textile, le commerce, les transports, la poste, les hôpitaux... La lutte entreprise par entreprise conduit parfois à de petits reculs partiels et provisoires du patronat, mais il faudra que tous ces combats locaux convergent pour opposer au patronat les forces de l'ensemble du monde du travail. Une telle mobilisation permettrait également aux salariés, eux qui se trouvent à tous les échelons de l'organisation économique, de contrôler les comptes

des grandes entreprises. Celles dont dépendent bien souvent les comptes de centaines de PME, de régions entières.

Nos revendications

Prendre sur les profits actuels ou passés pour partager le travail entre tous, au lieu du chômage pour les uns et de l'exploitation aggravée pour les autres ; **imposer des augmentations de salaires minimales de 300 euros nets mensuels** pour rattraper le coût de la vie. Et bien d'autres revendications encore.

C'est la perspective que défend notre camarade Philippe Poutou, ouvrier de l'automobile, qui se présente aux présidentielles pour le NPA.

Ce programme de lutte est bien plus réaliste que penser qu'un bulletin de vote ou un sauveur suprême pourrait contraindre les familles Peugeot, Bouygues, Mittal et consorts à arrêter leurs attaques. Pour les faire céder, il faudra que ces gens-là aient peur de tout perdre. Que nous soyons tous leur cauchemar.

A l'heure où toute l'Europe est traversée par les mêmes plans d'austérité, peu importe la couleur politique des gouvernements. Des grèves, dont celles générales d'une journée, ont parcouru l'Europe, de la Grèce à l'Espagne, de l'Italie au Portugal ou même l'Allemagne. Arrivera bien le moment où toutes ces colères successives se transformeront en une véritable déflagration sociale. Les travailleurs seront alors en mesure de contraindre ces messieurs du gouvernement et du CAC 40 de nous céder de toute urgence ces mesures de sauvegarde qu'ils jugent aujourd'hui « impossibles ».

Le 22 avril votez pour la lutte, votez Philippe Poutou !

**Meeting national
de Philippe POUTOU,
candidat du Nouveau Parti
Anticapitaliste**

Jeudi 12 avril à 20 heures,
à la Halle CARPENTIER de Paris.
Métro Porte de Choisy ou Porte d'Ivry.



GDC : Grande Déstabilisation Collective

Selon les derniers chiffres de la Gestion Dynamique des Compétences (GDC), 20 % des emplois sur Rueil seraient « sensibles », 5 % « critiques » et le reste « stables ». Cette GDC est une manière d'inciter ceux qui sont sur des emplois dits « sensibles » à la mobilité et à la polyvalence, et de faire sentir à tous que la « stabilité » n'est jamais acquise. En d'autres termes : déstabiliser tout le monde en organisant la valse des chaises musicales.

Salariés en culotte courte

La période des bilans individuels, avec leurs notes et leurs évaluations, nous donne la désagréable impression de revenir sur les bancs de l'école. L'objectif est clair : diviser les salariés pour mieux nous mettre la pression. Et si on refuse de signer, comme on en a le droit, la direction appelle nos parents ?

Sous les congés, la plage

La direction a récemment confirmé que 20 % des congés peuvent être pris hors de la plage obligatoire. A rappeler aux chefs, qui insistent pour qu'on parte tous en même temps...

TFN : le barbecue qui rafraîchit la mémoire

Il n'y a pas qu'à Rueil et Lardy que les agents du nettoyage se battent. Mardi dernier, à l'agence TFN de Poissy, les salariés du nettoyage se sont mis en grève. Le protocole d'accord signé avec la direction stipulait que tous les salariés, mêmes ceux qui se trouvaient en dehors des grilles officielles des salaires, devaient être augmentés. Mais la direction avait « oublié » ce point. Pour lui rafraîchir la mémoire, la quasi-totalité des travailleurs de l'agence, soutenus par des collègues d'autres sites, ont organisé un piquet de grève, puis un barbecue qui a malencontreusement enfumé les bureaux de certains membres de la direction. Juste retour des choses.

Dans l'après-midi, une délégation obtenait satisfaction : les hors-grilles seront payés comme les autres, les NAO seront réouvertes, le DRH qui menait les négociations sera révoqué. Moralité : chez TFN, « liberté, égalité, fraternité » se dit « grève, barbecue, augmentations » !

Méloussa des problèmes ?

Le magazine Global fait l'éloge du site de Tanger. Bien sûr pas un mot sur les quatre travailleurs morts durant la construction de l'usine, ni sur les habitants de la région expropriés pour construire le site et interdits de manifester, ni sur le turn-over actuel dû à des salaires trop bas vu le coût de la vie à Tanger. Global se veut le « magazine des salariés de Renault ». Puisque c'est la direction qui le dit.

PRV : Privés de Ressources en Vitesse

107 anciens salariés de Flins et de Sandouville ont déposé aux prud'hommes une demande d'annulation de leur contrat conclu en 2009 dans le cadre du Plan Renault Volontariat. A l'époque, Renault leur promettait 9 mois de congés de reclassement et 3 ans d'allocations chômage afin d'atteindre la retraite. Sauf que depuis, l'âge de la retraite a reculé et ils sont sans ressources pour une durée allant jusqu'à 30 mois. Certains ont dû se mettre à l'intérim à 58 ans.

Le 28 mars, ils sont allés devant l'Atelier Renault des Champs-Élysées où ils ont remis un faux-chèque de 25,5 millions d'euros, le montant de la subvention européenne touchée par Renault pour le PRV.

Délit de sale gueule

La Cour de cassation vient de confirmer la condamnation de Renault pour « discrimination raciale dans l'emploi » envers un cadre de Billancourt embauché en 1970. La moindre progression salariale de Boubakar Soumaré avait entraîné un manque à gagner estimé à 34 800 euros par an par rapport à ses collègues de même niveau. Renault a été condamné à lui verser 249 000 € de dommages et intérêts. Un jugement que Renault a tenté de faire casser. Perdu.

Fiat lux*

Le PDG de Fiat, Marchionne, nous fait part de ses lumières : il appelle à réduire de 20 % les capacités de production automobile en Europe, soit l'équivalent de 10 usines : « *Lançons ce processus d'ajustement et repartons ensuite de zéro sur une base saine. Ce sera douloureux pendant douze mois, mais faisons-le !* ».

Nous voilà prévenus. Pour conserver nos emplois, il faudra se battre tous ensemble et ne pas se laisser enfermer dans une bataille site par site.

(* que la lumière soit)

Pas touche à nos emplois !

Les salariés du site PSA d'Aulnay-sous-Bois, menacé de fermeture, continuent à se mobiliser. Ils étaient près de 300 devant le ministère des Finances à Bercy le 23 mars. Et c'est sous leur pression, après avoir menacé de se rassembler devant le QG de Sarkozy, que s'est tenue une table-ronde vendredi 6 avril, entre l'État, les dirigeants de PSA et les syndicats de PSA-Aulnay. Le gouvernement n'était représenté que par un Préfet, ce qui en dit long sur sa volonté de garantir les emplois des 3 500 salariés d'Aulnay. Quant à la direction, elle a botté en touche en permanence.

Pour maintenir nos emplois, à Aulnay comme ailleurs, il ne faudra pas compter sur les promesses de candidats à la présidentielle. C'est en luttant tous ensemble qu'on l'imposera.